



Organisation
internationale
du Travail



► Justice sociale et travail décent au Burkina Faso

JUIN 2024





► Bureau pays de l'OIT pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo :

► MOT DE LA DIRECTRICE

► Justice sociale et travail décent au Burkina Faso



Mme Ndeye Coumba DIOP
*Directrice du Bureau-Pays de l'OIT pour
la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso,
le Mali, le Niger et le Togo*

Chers tous,

Depuis sa création en 1919, l'Organisation internationale du Travail (OIT) s'est consacrée à la promotion du travail décent et à la justice sociale dans le monde.

Au Burkina Faso, l'OIT intervient aux côtés des mandants tripartites (gouvernement, employeurs, travailleurs), avec lesquels, ensemble, elle contribue à la création d'emplois productifs, à l'amélioration des conditions de travail, au renforcement de la protection sociale... Cet engagement de l'OIT au Burkina Faso se traduit concrètement par une série d'initiatives et de projets visant à répondre aux défis spécifiques du pays en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'organisation, à savoir :

► Protection sociale pour tous

Le projet « **Bâtir des socles de protection sociale pour tous** », financé par le Royaume de Belgique, est une illustration parfaite de notre engagement à étendre la couverture santé aux travailleurs de l'économie informelle et rurale. Depuis son lancement en décembre 2020, ce projet a franchi des étapes significatives, notamment l'appui à l'élaboration de décrets prioritaires pour la mise en œuvre du Régime d'assurance maladie universelle (RAMU) et le renforcement des capacités de plus de 100 cadres sur la sécurité sociale et la protection sociale en santé.

► Synergies entre protection sociale et gestion des finances publiques

En collaboration avec l'UNICEF et la Délégation de l'Union Européenne, le projet « **Améliorer les synergies entre la protection sociale et la gestion des finances publiques** » a permis d'améliorer l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base et de renforcer leur résilience. Parmi les réalisations, notons l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une assurance chômage et la définition d'une stratégie de financement de la protection sociale.

► Gouvernance de la migration de main-d'œuvre

Le **projet AGRIDOM**, co-financé par la Coopération suisse au Développement, vise à améliorer la gouvernance de la migration de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et du travail domestique. À ce jour, des centaines de travailleurs agricoles et domestiques ont bénéficié de formations adaptées à leurs besoins, améliorant ainsi leur employabilité et leurs conditions de vie.

► Lutte contre le travail des enfants

Le **projet CLEAR Cotton**, financé par l'Union Européenne, a marqué un tournant dans la lutte contre le travail des enfants au Burkina Faso. Grâce à ce projet, près de 1700 enfants ont été retirés du travail des champs et ont bénéficié d'une réinsertion éducative ou professionnelle. Cette initiative démontre notre engagement à éradiquer les pires formes de travail des enfants dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement.

► Soutien à la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma

Nos interventions dans cette région ont permis de créer 300 opportunités d'emploi, de restaurer 30 hectares de terres dégradées et de renforcer les capacités de 330 personnes en techniques de compostage et de réalisation d'ouvrages. Ces actions illustrent notre approche inclusive et durable pour répondre aux défis du développement local.

Aux côtés des mandants tripartites et des autres parties prenantes, l'OIT a accompli des progrès significatifs au Burkina Faso, mais il reste encore beaucoup à faire en termes d'accompagnement de ces mandants, pour atteindre l'objectif ultime de travail décent et de justice sociale pour tous les Burkinabè. En tant que Directrice du Bureau Pays de l'OIT pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo, je suis résolument engagée, avec toute mon équipe, à renforcer notre collaboration avec le Burkina Faso

Bonne lecture !

► 1- Les projets de l'OIT actuellement actifs au Burkina Faso

► Projet Bâtir des Socles de protection sociale Pour Tous



L'OIT met en œuvre au Burkina Faso en collaboration avec les mandants tripartites et les autres acteurs de mise en œuvre du Régime d'assurance maladie universelle (RAMU), le Projet « Bâtir des socles de protection sociale pour tous ».

Du programme phare mondial de l'OIT sur les socles de protection sociales, le Projet « Bâtir des socles de protection sociale pour tous » est financée au Burkina Faso par le Royaume de Belgique. Il a pour objectif, le renforcement de la protection sociale à travers l'extension de la couverture santé aux travailleurs de l'économie informelle et du monde rural.



Marie -Goretti Nyirarukundo, cheffe de la Coopération Belge au lancement le 28 août 2023, du projet « Bâtir des socles de protection sociale pour tous »

Mis en œuvre depuis décembre 2020, le projet est à sa deuxième phase (2023-2025) et a permis d'atteindre les résultats suivants :

- L'appui à la constitution du panier de soins et pour l'évaluation du taux d'appel à cotisation du RAMU ;
- La réalisation de l'étude d'une méthode de catégorisation des travailleurs de l'économie informelle pour une contribution équitable au RAMU ;
- L'appui à l'élaboration de six décrets prioritaires de mise en œuvre du RAMU ;
- La réalisation de l'étude sur l'organisation de la Caisse nationale d'assurance maladie universelle (CNAMU) et l'architecture du RAMU ;
- La réalisation de la stratégie d'extension du RAMU et du plan de marketing social de la CNAMU ;
- Le développement du système d'information à open source pour la gestion du RAMU ;
- La réalisation de l'inventaire des mutuelles sociales ;
- La réalisation des supports d'aide à la reconnaissance officielle des mutuelles sociales et leur articulation avec la CNAMU ;
- Le renforcement des capacités de plus de 100 cadres de la CNAMU et d'autres acteurs de mise en œuvre du RAMU sur la sécurité sociale et la protection sociale en santé ;
- Le renforcement des capacités de plus de 70 acteurs agricoles et de l'économie informelle sur le RAMU et les stratégies de son extension.

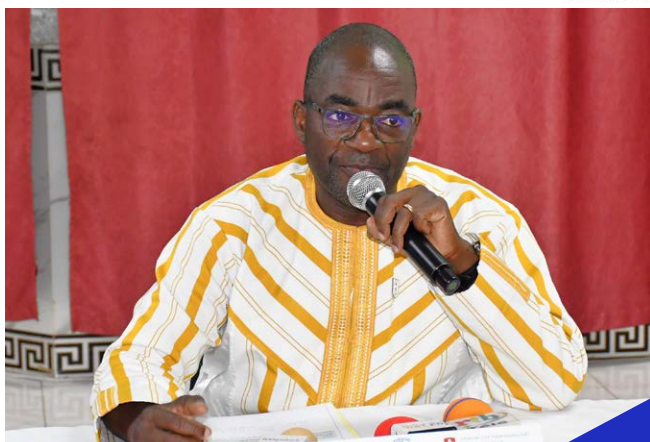


Table de séance lors de l'atelier sur l'opérationnalisation du RAMU, tenu du 2 au 4 octobre 2023 à Koudougou

► **Projet Renforcement de la gouvernance de la migration de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et du travail domestique (AGRIDOM)**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Bassolma Bazié, Ministre d'Etat, ministre de la Fonction Publique, du Travail, et de la Protection Sociale au lancement à Ouagadougou le 16 mai 2023 du projet AGRIDOM

En partenariat avec les mandants tripartites et des organisations de la société civile, l'OIT met actuellement en œuvre au Burkina Faso, le projet « Renforcement de la gouvernance de la migration de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et du travail domestique », AGRIDOM en abrégé, sur la période 2022-2025.

Co-financé par la Coopération suisse au Développement (SDC), le projet AGRIDOM vise à faciliter la contribution des travailleur-euse-s des secteurs agricole et domestique, y compris les travailleurs migrant-e-s, au développement durable de leur pays d'origine (Burkina Faso) et de destination (Côte d'Ivoire) à travers un meilleur accès au travail décent et une meilleure gouvernance de la migration.

Principales réalisations à ce jour de AGRIDOM :

- **Réalisation d'une étude de conformité** de la législation nationale au regard des dispositions de la C.189
- **96 acteurs nationaux (20 femmes et 76 hommes)** ont des connaissances sur la gouvernance de la migration de main-d'œuvre et sur les principes du recrutement équitable
- **Le développement de deux manuels de formation** à l'endroit des travailleurs agricoles des régions des

Cascades et des Hauts-Bassins, contenant différents modules de formation conçus sur la base des besoins de formations exprimés par les travailleurs agricoles de ces régions

- **Le développement d'un manuel de formation** à l'endroit des travailleurs domestiques de la région des Hauts-Bassins, contenant différents modules de formation conçus sur la base des besoins de formations exprimés par les travailleurs domestiques de cette région



Des femmes déplacées internes en plein travaux de maraichage. Une activité pour les autonomiser

► 78 travailleurs agricoles (45 femmes et 33 hommes) ont acquis des connaissances nécessaires pour réaliser efficacement le métier d'agriculteur et améliorer leur employabilité

► 30 travailleurs domestiques (exclusivement des filles) ont acquis des connaissances nécessaires pour réaliser efficacement le métier de travailleur domestique et améliorer leur employabilité.



Des travailleuses domestiques en pleine formation. Ici, elles apprennent à prendre soin d'un bébé

Témoignages



Saba Alimata, Responsable de l'association AAFED qui encadre des femmes déplacées internes dans la réalisation d'activités agricoles. Elle est participante à la session de renforcement des capacités des travailleurs agricoles tenue en novembre 2023 à Bobo-Dioulasso

« Je suis satisfaite d'avoir pris part à cette formation au cours de laquelle j'ai appris comment cultiver les céréales comme le maïs et le riz, ainsi que les légumes. J'ai également appris à faire le compost, la culture hors-sol et bien d'autres choses. C'est une formation qui va changer ma manière de faire et changer ma vie. Merci à l'OIT à travers le projet AGRIDOM d'avoir pensé à nous ».

Coulibaly Roukietou, participante à la session de renforcement des capacités des travailleurs domestiques tenue en décembre 2023 à Bobo-Dioulasso, en pleine pratique de préparation d'un repas local

« Lors de la formation, j'ai appris comment entretenir un enfant, comment rendre propre là où on vit et où on travaille, comment cuisiner... Cela va changer beaucoup de choses que j'ignorais dans mes habitudes. Cette formation va rendre mon travail plus facile et améliorer surtout ma manière de travailler ».



Laurence Von Schulthess de la Coopération Suisse au Développement, ici à Bobo Dioulasso, explique l'importance du projet AGRIDOM pour les travailleuses domestiques

► 2- Faits et chiffres sur les actions antérieures de l'OIT au Burkina Faso

► En matière de lutte contre le travail des enfants



En matière de lutte contre le travail des enfants, l'OIT a accompagné les mandats tripartites et les autres parties prenantes du Burkina Faso dans leurs efforts visant l'élimination du travail des enfants dans le pays. Dans ce pays, a été particulièrement mis en œuvre le projet CLEAR Cotton : Elimination du travail des enfants et du travail forcé dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement.

Financé par l'Union Européenne et mis en œuvre conjointement par l'OIT et la FAO de 2018 à 2022, le projet CLEAR Cotton visait à contribuer à l'élimination du travail des enfants et du travail forcé dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement dans les pays producteurs cibles.



Des enfants retirés du travail des enfants, puis formés reçoivent des kits d'installation comme cette fille qui bénéficie d'une machine à coudre

Les principaux résultats de ce projet en un coup d'œil :

- Appui à l'élaboration et à la validation, à travers un processus participatif, du Plan d'action national 2022-2023 de la Stratégie nationale de lutte contre les pires formes de travail des enfants (SN/PFTE) 2019-2023
- Appui à la réalisation de l'enquête nationale sur le travail des enfants
- 130 représentants des autorités communales et membres des Réseaux et Cellules communautaires de protection de l'enfance ont été formés pour la prise en compte du travail des enfants lors de l'élaboration des plans communaux de développement dans 5 communes de la région du Sud-Ouest



Photo de famille à l'atelier de renforcement des capacités des inspecteurs de travail et contrôleurs du travail sur le recrutement équitable, la protection sociale des travailleurs migrants et les normes internationales relatives à la migration (Koudougou ; 9 -10 octobre 2023)

- ▶ L'Union Nationale des Sociétés Coopératives de producteurs de coton (UNPCB) a adopté **un plan stratégique pour l'élimination du travail des enfants dans la production de coton**
- ▶ Le système d'inspection du travail des enfants a été renforcé grâce au développement d'une **application de contrôle sur le travail des enfants**

- ▶ **54 acteurs de la Stratégie de scolarisation accélérée/ passerelle (SSA/P)** - Secrétariat permanent et structures déconcentrées du ministère de l'Éducation nationale, représentants d'ONG partenaires de mise en œuvre - ont été formés pour une meilleure prise en compte de la lutte contre le travail des enfants dans la mise en œuvre de la SSA/P.



Visiblement heureux, ces enfants, filles et garçons, retirés des champs de coton puis formés par l'OIT et dotés d'outils de travail, vont désormais exercer le métier de leur choix

- ▶ Le suivi des enfants issus des centres SSA/P a été amélioré et renforcé grâce à la mise en place d'un **système informatique intégré** de gestion des données de la SSA/P.
- ▶ **114 représentants d'employeurs (26 formateurs et 88 représentants régionaux) et 102 représentants de travailleurs (42 formateurs et 60 représentants régionaux)** ont été formés pour prendre en compte les problématiques du travail des enfants et du travail forcé dans leurs actions.
- ▶ **78 dirigeants, techniciens et membres des coopératives** ont été formés pour une meilleure prise en compte des principes et droits fondamentaux au travail ainsi que des principes coopératifs dans le fonctionnement et les actions des coopérative cotonnières, sur la base d'une étude nationale réalisée

dans le cadre du projet

- ▶ **34 journalistes et communicateurs** ont été formés sur le travail des enfants et comment le traiter dans leurs articles
- ▶ **Les communautés et producteurs de coton des régions cibles** ont été sensibilisés à l'abandon du travail des enfants et à leur scolarisation, au travers d'une multitude d'actions et l'utilisation de moyens variés (sensibilisation entre pairs, champs-écoles-paysans, célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants, concours de musique, théâtre forum, club Dimitra, émissions radio...)
- ▶ Mise en place de **30 cellules communautaires et 5 réseaux de protection de l'enfance** dans les régions des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest



Des enfants retirés du travail des enfants puis rescolarisés dans le système formel grâce à la Stratégie de Scolarisation Accélérée Passerelle (SSA/P).

- ▶ **978 enfants âgés de 9 à 13 ans** ont été retirés du travail des enfants et ont été rescolarisés dans le système formel grâce à la SSA/P.
- ▶ **705 enfants âgés de 14 à 17 ans** ont été retirés du travail des enfants et ont été réinsérés via la formation professionnelle et l'apprentissage dans dix corps de métiers (couture mixte, tissage, coiffure, soudure, mécanique, menuiserie bois, plomberie, électricité automobile, électricité bâtiment, élevage de volailles) et en entrepreneuriat.
- ▶ **590 ménages** ont bénéficié de formation, et **500 d'entre eux** de subventions financières, pour le développement d'activité génératrices de revenus (AGR).
- ▶ Les bénéficiaires des AGR ont été structurés en **29 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédits (AVEC)** et mis en relation avec des institutions locales de microfinance.

▶ En matière de protection sociale et gestion des finances publiques



En matière de renforcement de la protection sociale, l'OIT a accompagné le Burkina Faso pour améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base et renforcer la résilience de celles plus vulnérables faces aux chocs. Plus particulièrement, l'OIT a mis en œuvre conjointement avec l'UNICEF et en étroite collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne le projet mondial "Améliorer les synergies entre la protection sociale et la gestion

des finances publiques" financé par la Commission européenne.

L'objectif général du projet était de contribuer à la réduction des vulnérabilités et le renforcement de la cohésion sociale à travers un système de protection sociale efficace et durable, et tendant vers une couverture universelle au Burkina Faso.



Les principaux résultats de ce projet en un coup d'œil :

- ▶ Étude de faisabilité pour la mise en place d'une assurance chômage au Burkina Faso ;
- ▶ Etude sur la définition d'une Stratégie de financement de la protection sociale au Burkina Faso : Mise en place du Fonds National de Protection Sociale (FNPS) ;
- ▶ Etude pour la définition d'indicateurs clés de suivi de la mise en œuvre de la Politique nationale de protection sociale (PNPS) au Burkina Faso ;
- ▶ Etude monographique sur l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle ;
- ▶ Réalisation du plan stratégique de développement de la CNAMU ;
- ▶ Vulgarisation de la stratégie de développement de la mutualité sociale et de l'assurance vieillesse volontaire ;
- ▶ Analyse de l'impact des transferts sociaux monétaires au Burkina Faso ;
- ▶ Renforcement des capacités des centrales syndicales (24 participants) sur la protection sociale et son extension aux travailleurs de l'économie informelle ;



Témoignages



Ouédraogo Moumouni, bénéficiaire d'une formation aux métiers et de kits d'installation à Dédougou dans le cadre du projet CLEAR Cotton

« Je me nomme Ouédraogo Moumouni. J'ai 17 ans. J'ai appris la couture dans le cadre du projet CLEAR Cotton. Le projet nous a été bénéfique, car il m'a permis d'apprendre un métier. Je suis très content de ma nouvelle vie d'aujourd'hui de couturier qui garantit mon avenir. Avant, j'étais livré à moi-même et travaillais dans les champs. En plus de la formation, j'ai reçu un kit d'installation constitué d'une machine et des consommables. Grâce à ce matériel, je pourrai un jour ouvrir mon atelier, avoir un revenu fixe et employer certains jeunes de mon village pour les aider également. Je pourrai également aider financièrement mes parents quand j'aurai mon atelier à payer les frais de scolarité de mes petits frères et sœurs. Je suis convaincu que j'aurai une meilleure vie grâce au métier que j'ai appris.

Je souhaite que d'autres enfants qui sont encore dans les champs puissent bénéficier de la chance que j'ai eue grâce au projet CLEAR Cotton ».

Tinde Fatoumata, bénéficiaire d'une formation aux métiers et de kits d'installation à Dédougou dans le cadre du projet CLEAR Cotton

« Je m'appelle Tinde Fatoumata. J'ai 17 ans. Je viens de Dédougou. J'ai appris la coupe/couture. C'est un sentiment de joie qui m'anime après la formation et la réception du kit d'installation car cela m'a permis d'apprendre un métier et d'avoir des machines. Avec le kit d'installation que j'ai reçu, je pourrai aider ma famille et ma communauté en recrutant d'autres enfants qui sont au champ et leur donner la chance d'apprendre un métier comme moi pour leur bien-être. Grâce à cette formation, j'arrive à coudre déjà des habits. Merci au projet CLEAR Cotton pour cette chance ».



► **Projet régional conjoint de soutien à la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma**

Sous la coordination de l'Autorité de développement de la Région du Liptako Gourma, les communautés locales ont mis en œuvre des mesures en faveur de l'emploi et du travail décent pour s'attaquer aux facteurs de fragilité dans les situations de conflit et de catastrophe naturelle en lien avec la désertification. En effet, de mars à septembre 2022, dans 3 villages des communes de Boussouma (région du

centre-nord) et Ouahigouya (région du nord), les autorités locales ont disponibilisé des terres en vue de la réalisation des travaux verts basés sur les technologies locales pour la restauration des sols dégradés suivant l'approche HIMO, ce qui a favorisé la création de 300 opportunités d'emploi dont 70% pour les femmes et 21% des personnes déplacées internes.



Des femmes de Ouayigouya, Fada et Kaya apprennent à dompter la terre pour leur cultures vivrières malgré les conditions climatiques rudes

Les interventions ont favorisé la résilience des communautés notamment face aux changements climatiques. Les ouvrages ont permis de redonner à 30 hectares de terres dégradées et sensibles à la désertification, une nouvelle vie propice au redémarrage des activités agropastorales. Les ouvrages réalisés consistent en 1.580 demi-lunes et 215 910 zaï, 1500 arbres plantés, trois digues filtrantes de 24m, trois diguettes en pierres de 200m et quatre diguettes en

terre de 125m. Dans les trois villages concernés (Songodin, Bogoya et Sambtenga), l'OIT a renforcé les capacités des bénéficiaires en techniques de compostage et de réalisation des ouvrages, soit 330 personnes, dont 245 femmes. L'OIT a formé 89 membres des comités de suivi et de gestion de projet (CSGP), dont 51 femmes à la gestion des équipements et infrastructures dans ces trois villages.

Témoignages

Noëlle Ouédraogo, bénéficiaire des formations en techniques de récupération des sols dégradés assurées par le BIT dans le village de Songondin, commune de Boussouma, localité de Kaya.

« Je suis Noëlle Ouédraogo. Je suis déplacée interne. Quand nous sommes arrivés à Songondin, le chef du village nous a bien accueillis. Avec les autochtones, nous avons bénéficié de différentes formations sur les techniques de récupération des sols dégradés. Les formations ont concerné les demi-lunes, le zai, la production de la fumure organique. Nous avons semé le mil. Comme vous le voyez, le champ de mil se présente bien. Nous n'avons pas encore récolté, mais nous avons espoir que les récoltes seront bonnes ».



Une rizière cultivée sur un sol ayant bénéficié de la technique de la diguette en pierres dans le village de Sambtenga, commune de Ouahigouya (région du nord).





Bureau de l'OIT à Abidjan

Plateau, Immeuble CCIA, 01 B.P. 3960 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire.
Abidjan - Côte d'Ivoire
Téléphone : (+225) 2720318900 - Télécopie : (+225) 2720212880
Courriel : abidjan@ilo.org - Site web : www.ilo.org/abidjan

